Les syndiqués de la Davie craignent une injonction

par Claude VAILLANCOURT

Les chantiers maritimes de la Davie Shipbuilding sont paralysés pour une deuxième journée de suite après que les représentants syndicaux se furent butés à un véritable mur de glace de la part de la direction de l'importante entreprise sur les conditions qu'ils posaient pour reprendre le travail.

Les perspectives d'une injonction obligeant les quelque 2000 membres du Syndicat des travailleurs des chantiers maritimes de Lauzon à reprendre leurs outils, étaient fortes, hier soir.

Bien que la direction de la compagnie ait laissé savoir son intention d'améliorer les normes de sécurité sur le chantier naval, elle refuse toujours, selon les renseignements fournis par le président du syndicat, M. Clément Fleury, de répondre affirmativement aux autres conditions fixées par les travailleurs, lors d'une assemblée générale, hier matin.

Ces demandes concernent la réinstallation du président du syndicat, sans préjudice aucun, dans ses fonctions de travailleur et la garantie qu'aucune réprimande ne sera exercée contre le syndicat, ses dirigeants et la CSN par suite de l'arrêt de travail.

Les syndiqués exigent également le paiement, par la compagnie, du salaire qu'ils s'attendent à perdre, par suite de la cessation des opérations, car ils incombent à l'employeur la responsabilité des faits.

Mais c'est principalement à deux membres du personnel cadre que les travailleurs ont des choses à dire:

D'abord, au surintendant de la division de la soudure, durant le quart de nuit, l'ancien représentant syndical Robert Rouillard, qu'on accuse de manque de civisme à l'endroit des travailleurs.

"Il passe son temps à sacrer après nous autres, ont expliqué plusieurs ouvriers au journaliste du SOLEIL, hier matin. Il ne cesse son intimidation."

Par la suite, c'est à l'endroit du directeur des relations humaines de la compagnie, M. Jean-Robert Ouellet, qui, selon les points de vue syndicaux, ne se préoccupe guère des problèmes des travailleurs.

"C'est lui qui m'a pogné par le bras et qui m'a dit que j'étais dehors", a expliqué le président du syndicat, M. Clément Fleury lors d'une assemblée générale des travailleurs, hier matin.

Le président congédié a félicité ses camarades pour l'appui qu'ils lui ont manifesté en préférant sortir avec lui. "C'est un geste de solidarité que d'appuyer ses représentants syndicaux", a-t-il dit.

"Il est anormal d'être traité comme des animaux en 1975, a rajouté le chef syndical. La Davie est en retard sur le plan des relations humaines. Le bateau qui doit être lancé, vendredi, a été construit par une main-d'oeuvre qualifiée. Nous autres, on veut des outils, nous autres, on veut être traités comme des êtres humains."

Leur "démission" serait donc un geste apprécié par les travailleurs.

La sécurité

Mais il n'y a pas que des problèmes de relations individuelles à la Davie.

Déjà aguerris par les récentes données sur leur état de santé, 180 d'entre eux étant atteints de la sidérose, les travailleurs des chantiers maritimes revendiquent une nette amélioration des normes de sécurité.

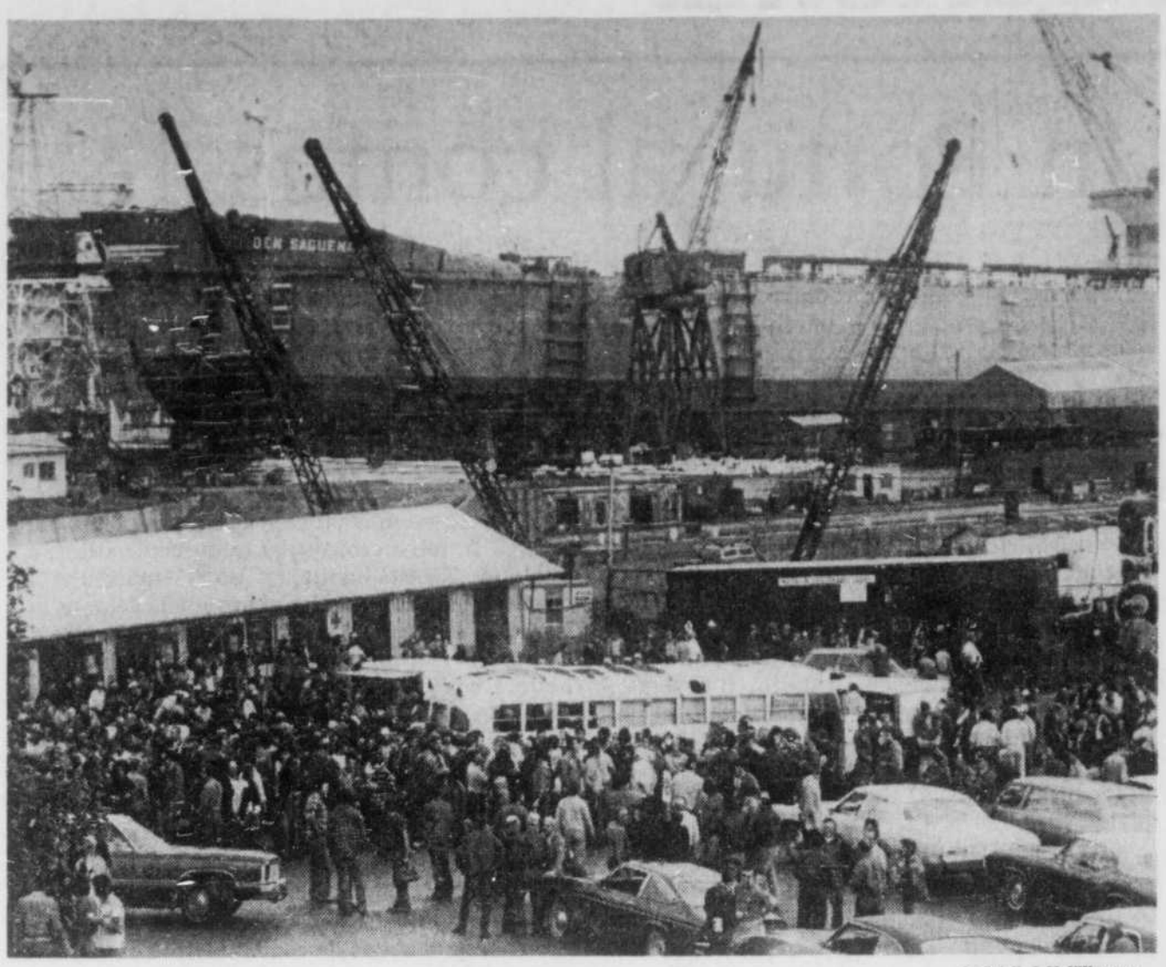
Tout y passe: de la ventilation des navires à l'éclairage des lieux de travail en passant par l'état des grues.

Rappelons que l'un de leurs compagnons de travail, M. Robert Soucy, est décédé, lundi dernier, dans des circonstances qu'il reste encore à établir. Il a fait une chute d'une vingtaine de pieds, selon les premiers témoignages. La date de l'enquête du coroner n'est pas encore connue.

Les syndiqués ont adopté une solution invitant le syndicaliste Michel Chartrand à venir débattre leur cause lors de cette enquête.

La direction de la Davie a indiqué son intention d'émettre, ce matin, ses commentaires sur le sujet.

Tout le litige a commencé lorsqu'un groupe de travailleurs a amorcé, durant la nuit de mardi à hier, un ralentissement de travail sous le prétexte que les normes de sécurité n'étaient pas respectées.



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

La mise à flot du Den Saguenay (39,000 tonnes) risque d'être retardée par la suite de la cessation des opérations à la Davie Shipbuilding, de Lauzon. Le problème de la sécurité sur les chantiers est à la base du conflit.

les anciens députés

Pour Florian Guay ce fut une "maudite belle expérience"

par Pierre CHAMPAGNE

Vous souvient-il de Florian Guay, ci-devant journalier dans les cantons de Bellechasse, mais qui, dans un passé encore récent, a occupé, pendant 3 ans, le siège du député de Dorchester? "Une maudite belle expérience."

Elu le 29 avril 1970, à l'âge de 28 ans, et battu le 29 octobre 1973, Florian Guay, député créditiste, représenta ses électeurs pendant 42 mois à l'Assemblée nationale.

C'est sans y croire vraiment qu'il "s'embarqua". "On ne voulait pas se faire passer un ancien "bleu", à l'assemblée de mise en candidature. Avec moi dans le décor, on devait être capable de faire passer le bon gars." Surprise: c'est lui qui remporta la victoire et, profitant du vent, les élections. Florian Guay venait d'accéder au podium des célébrités dans sa circonscription. Il était le troisième plus jeune membre de l'Assemblée nationale après Charron qui, à l'époque, avait 22 ans, et Brochu, un créditiste de Richmond, qui en avait 26.

Pendant trois ans et demi, ce fut la grande vie. Le gouvernement en profita pour retracer la carte électorale. La circonscrition de Dorchester fut effacée. Le député décida de se présenter dans Beauce-Nord. Il devait même se faire construire une toute nouvelle propriété à Sainte-Marie de Beauce-Nord, délaissant, ce faisant, celle qu'il venait à peine de terminer dans son patelin, Saint-Léon-de-Standon.

Toute la malchance est arrivée en même temps. D'une part, il a été battu dans Beauce-Nord et, d'autre part, sa maison de Sainte-Marie de Beauce-Nord, qui devait être prête pour les élections, ne pouvait pas l'être avant l'hiver.

Au lendemain du 29 octobre, Florian Guay demeure dans sa résidence de Saint-Léon. Il lui faut revendre celle qu'il n'habitera jamais, à Sainte-Marie. Il lui faut vivre surtout. Parce que n'ayant ni été élu deux fois de suite, ni complété cinq ans comme membre du Parlement, Florian Guay n'a aucune pension. Et comme il le dit si bien lui-même, "la sécurité d'emploi, ce n'est pas ce qu'il y a de plus fort au Parlement"

Cette semaine, Florian Guay travaillait, comme "helper" d'un menuisier, à rénover une maison de Saint-Malachie. "Je vis de jobbines."

La première chose qu'il a faite après le 29 octobre fut de terminer le sous-sol de sa maison de Saint-Léon. "C'est moi qui habite le bas et j'ai loué le haut. Faut ben payer la caisse."

"Je ne peux pas être menuisier parce que je n'ai pas de carte de compétence. Je ne peux être embauché que comme journalier, manoeuvre. Là, c'est André (Rouleau, son ami menuisier) qui m'emploie. Mais je ne peux pas clouer un clou, scier une planche ou mesurer un deux par quatre, la CIC (Commission de l'industrie de la construction maintenant connue sous le nom d'Office de la Construction du Québec) m'en empêchant." S'il se faisait prendre avec un marteau ou un pinceau à la main, Florian Guay pourrait être condamné à quelques centaines de dollars d'amende, de même que son employeur et ami.

Mais Florian Guay, qui s'est marié en 1968, a maintenant trois enfants, trois garçons, et une femme qu'il lui faut faire vivre. Durant son séjour à Québec, il recevait un salaire de $15,000 par année et une allocation de dépenses de $7,000 pour un revenu total de plus ou moins $22,000. Nos députés en gagnent maintenant $30,000.

Mais Florian Guay n'est pas malheureux, au contraire. "Quand on a été habitué à vivre avec un petit salaire avant, on n'a qu'à se dire qu'on va retomber à terre et continuer à vivre comme on vivait avant."

"Maintenant, je vis ma vie davantage. J'ai un chalet, je l'avais avant d'entrer en politique, et je n'y allais pas. Maintenant j'y vais, j'ai le temps de vivre, de voir ma famille, etc."

Ce qu'il a aimé le plus au Parlement? Travailler en commission parlementaire à l'élaboration du code des professions. "Je n'ai pas manqué une séance."

Le parlementaire qu'il considérait le plus? "Claude Castonguay. Il ne charriait pas. C'était un gars droit."

Ce qu'il a le plus détesté? "C'était d'entendre des politiciens s'envoyer des injures sur le plan personnel. Des hommes qui ont assez de prestance pour se faire élire devraient être bannis du Parlement s'ils commencent à s'injurier comme des voyous."

Recommencerait-il ce qu'il appelle "une maudite belle expérience?" "Ca se négocierait", dit-il.

En attendant, Florian Guay continue à se faire la main comme conseiller municipal de Saint-Léon. Son salaire annuel: le tiers de $0.40 par habitant. On en compte 1,750 à Saint-Léon, donc $270. "Ca paye toujours la moitié des taxes", lance-t-il.

Hier député, aujourd'hui aide-menuisier

Le débrayage des mécaniciens a pris tout le monde par surprise

par Claude VAILLANCOURT

Les propriétaires de garage tout autant que les représentants de la CSD ont été pris au dépourvu, hier, la très grande majorité des quelque 1,200 mécaniciens et techniciens d'environ une quarantaine d'établissements de la région de Québec ayant remisé leurs outils, en guise de mécontentement devant les dernières offres patronales pour le renouvellement de leur convention collective de travail.

"A la CSD, commente au SOLEIL l'un de ses conseillers techniques, M. Arthur Dorval, nous ne sommes pas d'accord avec ces grèves spontanées. Il y a une ligne d'autorité à suivre et il va falloir qu'elle soit respectée."

Le débrayage de l'imposant contingent de mécaniciens, dont plusieurs oeuvrent pour d'importants concessionnaires, survient cinq jours à peine après qu'une demande de conciliation eut été deFosée auprès du ministère du Travail. Le code stipule que la grève et le lock-out, dans le cas d'un renouvellement de convention, ne sont légaux que soixante jours après la formulation de cette demande.

M. Dorval soutient que la situation devrait revenir à la normale, dès aujourd'hui. Une assemblée du conseil syndical a été convoquée pour mardi prochain.

Les offres

Il semble évident, aux yeux du conseiller technique, que les offres salariales de l'Association des marchands d'automobile n'ont pas été de nature à calmer les appétits des mécaniciens, dont le salaire maximum horaire est de $5.

Le groupe patronal offre une augmentation annuelle de 10 pour 100 des salaires dans un contrat de trois ans. Le syndicat réclame une hausse de $3 l'heure, pour une convention de deux ans, en plus d'une clause d'indexation des salaires.

Il faut préciser que bon nombre de ces employés ne touchent pas la rémunération maximale de $5 l'heure. Certains gagnent $3 l'heure, c'est-à-dire qu'ils recevraient une augmentation de $0.30 l'heure.

"Quand on paie $15 ou $16 l'heure pour faire réparer une voiture, a commenté un gréviste, on se demande où va l'argent."

Le syndicat exige de plus que la partie patronale assume les frais de changements d'outils qui pourraient survenir à la suite de la mise en application du système métrique, ce que rejette le groupe patronal.

Les employés "en grève" ne bénéficient d'aucun fonds de secours durant un débrayage illégal.

"Ils ont décidé eux-mêmes d'assumer les frais de leur bataille", a conclu le représentant syndical.

La grève des employés de garage de Rimouski durerait longtemps

par Robert MALTAIS

du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Une longue grève se dessine chez les 200 employés de garage de Rimouski, les négociations patronales-syndicales demeurant au point mort, pour l'instant.

Une ligne de piquetage a été dressée devant chacun des employeurs par les grévistes, et nul ne peut avoir accès à l'entrée des garages. La grève se déroule habituellement dans le calme, sauf lundi soir, où des grévistes enflammés ont renversé sur le côté une automobile qui tentait de percer une ligne de piquetage.

Depuis lundi, jour où les négociations ont été rompues entre les 200 employés de garage et leurs employeurs, les 11 garages-concessionnaires de Rimouski, ni la partie syndicale n'ont tenté une quelconque reprise des négociations.

L'un comme l'autre restent ancrés sur ses dernières offres de règlement, bien qu'au niveau salarial, il n'existe un écart de $0.60 (taux horaire) entre l'offre patronale et la demande des travailleurs.

Les grévistes, membres du Syndicat national des employés de garage de Rimouski Inc. (CSN), demandent un salaire horaire de $6.40, pour un mécanicien de classe A (le haut de l'échelle), alors que les propriétaires des garages rimouskois offrent $5.80 l'heure.

En plus de la question salariale, le travailleurs demandent une meilleure définition du grief dans la convention de travail, ainsi qu'une modeste compensation financière de l'employeur relativement à la venue prochaine du système métrique dans le marché nord-américain de l'automobile.

Précisons que l'adoption de ce système occasionne d'importants déboursés pour les mécaniciens de garage, qui devront alors se procurer de nouveaux outils, pour être en mesure de travailler sur les prochaines automobiles usinées.

"Nous ne ferons certainement pas les premiers pas!" a déclaré, hier soir, le représentant des garagistes, M. Jean-Louis Ruest, au cours d'une conversation téléphonique avec le représentant du SOLEIL, étant appelé à commenter la prise de position patronale.

Du côté syndical, les travailleurs de garage se sont dits prêts, pour leur part, à prolonger la grève tant et aussi longtemps que les offres patronales ne seront pas considérées comme "sérieuses".

ST-SACREMENT
Rue Holland, à vendre, grand 7 pièces meublé en style, libre immédiatement, avec 3 revenus; chauffage eau chaude.
527-5879

COMMIS BOUCHERS DEMANDES
avec expérience
Se présenter chez
L.P. COUTURE ENR.
Bouchers-Charcutiers
1001, 3e Avenue, Limoilou, Qué.

LE NOTAIRE
LOUIS LAVOIE
Est prié de communiquer de toute urgence à:
Jour: 688-9275
Soir: 651-8745

GAZ-BAR
ESSO
à louer
REVENU BRUT: $30,000
CAPITAL REQUIS: $12,000 minimum
INFORMATIONS: 849-2553 849-3017

REMY BEAULIEU & ASSOCIES
DOCTEURS EN OPTOMETRIE
376 du Roi, ch. 208. Tél.: 524-8417
(En haut Société des Alcools)

dans nos régions

Beauce

Le congrès annuel des juges municipaux du Québec aura lieu dans la toujours pétillante ville de Saint-Georges, cet automne. Me Thérèse Lemay Lavoie juge municipal et présidente du comité d'organisation, a promis de lever le voile sur tout le programme préparé pour cette occasion, lors d'une conférence de presse qu'elle présidera dans le cabinet du maire, à Ville Saint-Georges, le 12 septembre.

Portneuf

Le ministère de l'Expansion économique régionale vient d'accorder une aide financière de $20,481 à la compagnie Métal Presto Inc., de Duberger, pour l'implantation d'un établissement se spécialisant dans la fabrication d'escaliers en métal et de divers produits de structure légère. Une telle industrie emploiera huit travailleurs.

La Côte-Nord

Les travaux de construction de l'école Camil-le Marcoux vont bon train et la commission scolaire de Sept-Iles demeure confiante que l'échéancier prévu sera respecté. L'an prochain, cette école de $3 millions, qui s'élèvera dans le quartier des Mille Lots, accueillera plus de 600 enafants.

L'Amiante

L'agent de sécurité Denis Marquis, âgé de 22 ans, de Laval-des-Rapides, subira son enquête préliminaire au palais de justice de Thetford Mines, le 29 octobre prochain, en rapport avec l'incendie qui a occasionné des dégâts évalués à $12,500 à un entrepôt de sacs d'amiante de la compagnie Bell Asbestos Ltd de Thetford Mines, le 12 août dernier. Marquis est accusé d'avoir tenté d'allumer le feu le ou vers le 7 août dernier, et d'en avoir allumé un le 12 août. Le prévenu est en liberté en échange d'un cautionnement personnel de $2,000.

Charlevoix

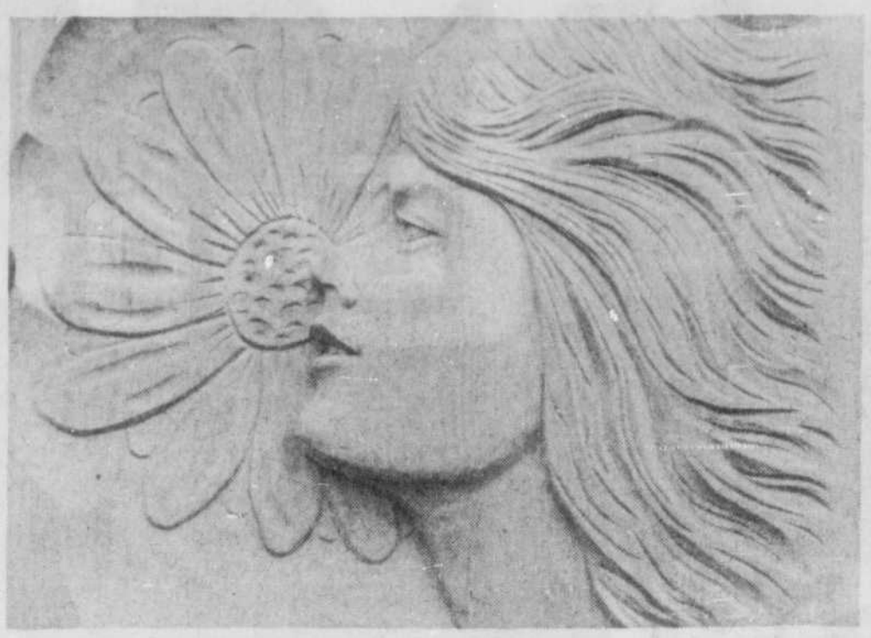
Les travaux de voirie de plusieurs millions de dollars sont effectués dans Charlevoix, cette année, dont les principaux sont sur la route 138 à Petite-Rivière Saint-François où près de 5 milles de route seront refaits, et à Baie-Saint-Paul où le pont Saint-Antoine sera élargi sur une longueur de près de deux milles. A Saint-Irénée, le tracé de la route 362 est considérablement modifié alors qu'à Pointe-au-Pic on se prépare à construire le nouveau boulevard le long du fleuve.

Le Grand-Portage La Côte-du-Sud

La firme Prelco Limited, de Richelieu, bénéficiera d'une aide financière de $126,500 de la Société de développement industriel du Québec, dans le cadre d'un projet d'expansion à l'usine Vitrerie Générale Ltée, de Rivière-du-Loup. La SDI participera à ce développement sous forme d'un prêt de $99,000 et d'une prise en charge d'un montant de $27,500.

Bas Saint-Laurent Gaspésie

Une tapisserie de Centrap intitulée "sportifs", exécutée d'après un dessin d'Andrée L.-Gluzman, a reçu une mention honorable à l'exposition canadienne nationale de Toronto. Cette tapisserie d'Andrée L.-Gluzman représente deux garçons se lançant un ballon; les figures apparaissent par un agencement original de différentes tonalités de rouge.



La fille du Soleil

Notre représentant à La Pocatière, a de nouveau participé au concours de sculpture communautaire du festival de l'artisanat de Saint-Jean-Port-Joli. Il s'est efforcé, de ne pas trop abîmer cette magnifique pièce de "Fille du Soleil" conçue et préparée par le sculpteur Maurice Harvey. A la vente aux enchères publique, l'oeuvre a suscité de fortes mises.

télévision

CJBR (Canal 3) Rimouski

JEUDI
28 AOUT

6.00 Salut l'été c
6.30 Nouvelles c
7.00 Recettes de Juliette c
7.30 Les Grands Films: Mystère de la diligence c
9.30 Toumai c
10.00 Mic-Mac 254 c
10.15 Loto Perfecta c
10.30 Téléjournal c
11.00 Cinéma: Le Guépard c
12.30 Fermeture.

VENDREDI

10.45 En mouvement c
11.00 Souris verte
11.15 Oum le dauphin blanc c
11.30 Les Pierrafeu c
12.00 100 millions de jeunes c
12.30 Mon fils c
1.00 Dans la note c
1.30 Téléjournal c
1.35 Reseau Soleil: Sherbrooke c
2.30 Cinéma: Le petit colonel c
4.00 Allô grenouille c
4.30 Bidule
5.00 Pour Tous: Les Fusils du Far West c

CBGAT (Canal 9) Matane

JEUDI
28 AOUT

6.00 Le jeune Fabre
6.30 Actualités 24
7.00 Sur la côte du Pacifique
7.30 Les Grands Films: Mystère de la diligence
9.31 Ainsi va la vie
10.30 Téléjournal national et international
10.49 Météo
10.50 Nouvelles du sport
11.00 Cinéma: Le guépard.

VENDREDI

10.45 En mouvement
11.00 La souris verte
11.15 Oum le dauphin blanc
11.30 Les Pierrafeu
12.00 Cent millions de jeunes
12.30 Mon fils
1.00 Dans la note
1.31 Téléjournal
1.36 Réseau Soleil (Sherbrooke)
2.31 Cinéma: Le petit colonel
4.00 Allô grenouille
4.30 Bidule de Tarmacadam
5.00 Pour tous: Les fusils du Far West

CKRT (Canal 7) Riv.-du-Loup

JEUDI
28 AOUT

6.00 Magazine CKRT c
6.30 Téléjournal c
6.45 Actualités & Sports c
7.00 Sur la côte du Pacifique c
7.30 Grands Films: Mystère de la diligence c
9.31 Recettes de Juliette c
10.00 Mic Mac 254 c
10.15 Loto Perfecta c
10.30 Téléjournal nat. int. c
10.49 Météo c
10.50 Nouvelles du sport c
11.00 Cinéma: Le Guépard

VENDREDI

10.40 O Canada c
10.45 En mouvement c
11.00 La souris verte
11.15 Oum le dauphin c
11.30 Les Pierrafeu c
12.00 100 millions de jeunes c
12.30 Pour vous mesdames c
1.00 Dans la note c
1.31 Téléjournal c
1.36 Réseau-Soleil: Sherbrooke c
2.31 Cinéma: Le petit colonel c
4.00 Allô grenouille c
4.30 Bidule de Tarmacadam c
5.00 Pour tous: Les fusils du Far West c

CHAU (Canal 5) Carleton

VENDREDI
29 AOUT

10.30 Mire et Musique
10.45 En mouvement
11.00 La souris verte
11.15 Oum le dauphin blanc
11.30 Les Pierrafeu
12.00 100 millions de jeunes
12.30 Mon fils
1.00 Dans la note
1.31 Téléjournal
1.36 Réseau Soleil
2.31 Cinéma: Le petit colonel
4.00 Allô grenouille
4.30 Bidule de Tarmacadam
5.00 Pour Tous: Les fusils du Far West
6.30 Maritimes aujourd'hui (Nouvelles CBAFT) - Notre Monde - Sports - De ci, de ça
7.00 Ranch à Willie
7.30 Marcus Welby MD
8.30 Hors Série: Jo Gaillard
9.30 Propos et confidences
10.00 Dossiers
10.30 Téléjournal national et international
10.50 Nouvelles du sport
10.56 Reprise des manchettes et météo
11.00 Appelez-moi Lise
12.00 Cinéma: Homo Eroticus

Multiples activités à Hauterive, qui fête son 25e anniversaire

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

HAUTERIVE — Des milliers de personnes ont jusqu'ici participé activement aux multiples activités organisées à l'occasion des fêtes du 25e anniversaire de fondation de la ville de Hauterive, sur la Côte-Nord.

Soirées récréatives, compétitions sportives, spectacles variés et cérémonies évoquant le souvenir des fondateurs figurent au programme de ces manifestations qui se déroulent depuis le 22 août et qui prendront fin le 31 août.

Plusieurs citoyens, dont un bon nombre de la première heure, n'ont pu dissimuler leur émotion lors du dévoilement d'une plaque commémorative élevée pour rendre notamment hommage à Mgr Napoléon -Alexandre Labrie, l'un des pionniers de Hauterive.

Cette plaque apparaît sur un monument qui repose dans le parc Jeunesse; au fait, ce parc, offert à la jeunesse de la région à l'occasion des présentes fêtes, a été aménagé par la Société de développement de Hauterive, l'organisme qui a sans cesse oeuvré pour bâtir cette ville.

C'est d'ailleurs par le biais de cette société, fondée le 13 mars 1949, que Mgr Labrie a réussi à faire ériger une ville jumelle à Baie-Comeau, à obtenir une concession de terrains de la part de la compagnie de papier QNS, et à construire un évêché.

Appuyé par ses fidèles, Mgr Labrie a participé activement à la fondation de la ville en favorisant la création d'une coopérative d'habitation et d'une coopérative d'électricité, en invitant les familles à s'établir autour de l'évêché, et à prendre racine sur ce territoire.

Ce terrain, un vaste plateau à 200 pieds au-dessus du niveau de la rivière, à proximité du fleuve et de la superbe rivière Manicouagan, portait le nom de Rivière-Amédée avant que Mgr René Bélanger ne rallie tout le monde au nom de Hauterive.

L'entêtement de Mgr Labrie de bâtir une nouvelle ville à côté d'une ville industrielle comme Baie-Comeau provint du fait que cette ville, mais surtout la compagnie de papier refusait à l'évêque de lui fournir le terrain nécessaire pour construire des établissements scolaires et de santé. Le premier ministre du temps, Maurice Duplessis, a finalement acquiescé aux demandes de Mgr Labrie et réussi à faire plier la QNS... moyennant, bien évidemment, un léger dédommagement!

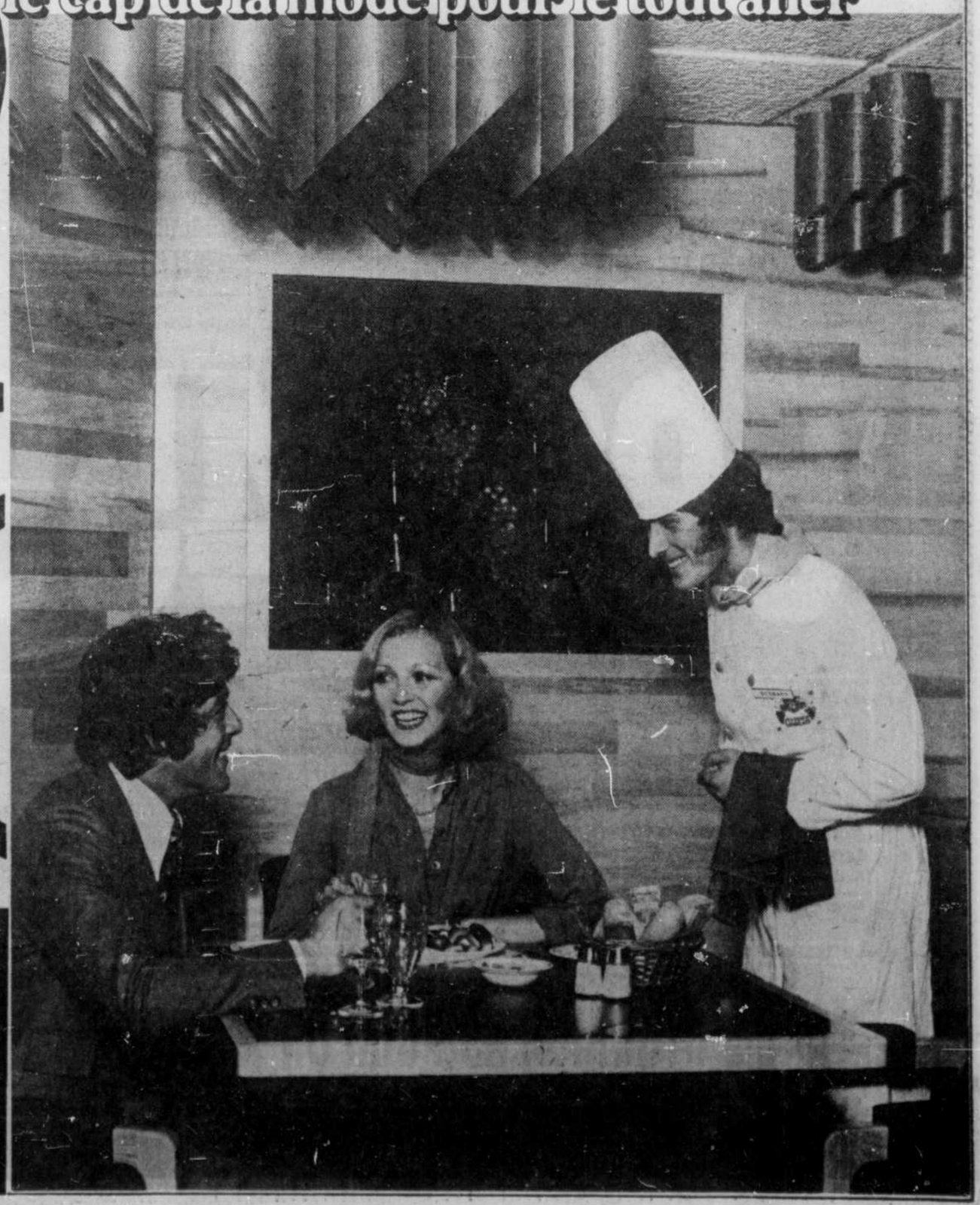
Et voilà qu'aujourd'hui, en souvenir "d'autrefois", se rappelant "les veillées au village de Hauterive", les habitants de toute la région s'unissent à ceux de Haute-Rive et célébreront, d'ici à dimanche soir, en participant aux diverses activités qui restent au programme: danses canadiennes, journée sportive, spectacle, et le bal du 25e anniversaire.

Le nouvel évêque de Hauterive, Mgr Jean-Guy Couture, s'est joint aux citoyens de la région pour ces fêtes. Dimanche, à l'occasion de la journée de clôture, il célébrera une cérémonie religieuse en la cathédrale de Hauterive.

En ce moment, les yeux de la Côte-Nord sont tournés vers cette région qui rappelle une fois de plus l'essor très rapide de cette partie du Québec. Ce qui était le village de Hauterive en 1950 est devenu une ville résidentielle et commerciale où vivent près de 14,000 personnes, aujourd'hui.

Vous pourrez vous procurer ces vêtements chez Eaton Place Sainte-Foy, dès l'ouverture le 11 septembre 1975.

le cap de la mode pour le tout aller



AL aflamme INC
PEINTURES & TAPIS

a le plaisir d'offrir à sa clientèle, un service additionnel:

NETTOYAGE DE TAPIS DE TOUS GENRES

- ESTIMATION GRATUITE
- METHODES ET MACHINES DES PLUS MODERNES
- TRAVAIL EFFECTUE PAR NOTRE PERSONNEL

A. LAFLAMME
Président

3148, CHEMIN ROYAL, GIFFARD - TEL.: 661-8497
STATIONNEMENT FACILE ET GRATUIT

Un nouvel "espace vert" serait aménagé à Sainte-Foy

par Benoit ROUTHIER

La ville de Sainte-Foy est sur le point d'accepter du gouvernement du Québec un terrain situé rue de la Promenade, pour en faire un espace vert.

Il se pourrait bien que la décision se prenne lors de la prochaine assemblée du conseil municipal.

C'est ce que nous avons appris, hier, lors d'une conversation téléphonique avec le conseiller Paul Baillargeon.

Il s'agit d'un terrain situé entre le cap et la rue de la Promenade. C'est un terrain en pointe d'une longueur de plus de 700 pieds et d'une profondeur partant de rien et pouvant aller à environ 125 pieds.

Le gouvernement consent à céder cet espace à Sainte-Foy à la condition qu'il ne fasse pas l'objet de transaction de quelque ordre que ce soit.

Cette propriété du gouvernement, c'est en fait du roc. Autrefois, c'était une espèce de montagne. Au cours de la construction du boulevard Champlain, le ministère des Transports a grugé la montagne pour utiliser sa matière première. C'est alors que les habitants du secteur ont acquis une vue splendide sur le fleuve Saint-Laurent.

Un espace vert pour qui?

Est-ce à dire que cet espace vert serait disponible à toute la population de Sainte-Foy? A cette question, le conseiller Baillergeon dit qu'il n'est pas dans l'intention de la ville d'y installer quelque équipement que ce soit, tels des bancs.

En fait, il a résumé sa pensée en disant qu'à toutes fins utiles la situation serait sensiblement la même que présentement: des automobilistes circulent rue de la Promenade et de cet endroit, peuvent admirer le fleuve.

Ce serait le statu quo, sauf que le terrain serait aménagé. Il faut préciser ici que les propriétaires résidant près de cet espace ont pris engagement envers la ville de Sainte-Foy. Ils sont prêts à collaborer à l'entretien du terrain.

Il va sans dire que cette solution ne déplairait pas à ces citoyens puisqu'ils conserveront ainsi leur vue magnifique sur le fleuve.

Ces citoyens, avons-nous appris de bonne source, auraient difficilement accepté que le terrain en question puisse un jour être vendu pour fins de construction résidentielle.

La valeur des terrains à cet endroit est pourtant très élevée. Au service de l'évaluation de la Communauté urbaine de Québec, on nous a dit qu'en 1970 le taux moyen d'évaluation des terrains dans ce secteur était de $1.50 le pied carré. Mais ce taux subissait une hausse si le terrain était au bord du cap. Et cette évaluation équivalait à environ 70 pour 100 de la valeur marchande des terrains.

Il est évident que ces chiffres ne sont qu'approximatifs et qu'ils ont subi une hausse depuis cinq ans. Ils sont donc donnés sous toute réserve par la CUQ, d'autant plus que les évaluations peuvent varier de façon très considérable suivant les accidents de terrain.

Le Soleil J.-M. Villeneuve

Ce terrain que le gouvernement consent à céder à la ville de Sainte-Foy est situé rue de la Promenade. Si le projet se concrétise, il sera transformé en "espace vert" et l'entretien serait partiellement assuré par les riverains.

FORMATION DES ADULTES

COURS GRATUITS À TEMPS PLEIN AVEC PRESTATIONS HEBDOMADAIRES

FORMATION PROFESSIONNELLE	DÉBUT	DURÉE	ENDROIT
Sténo-dactylo (français), perfectionnement	8-9-75	120 jours	Lévis
Technique administrative (finance), perfectionnement	15-9-75	235 jours	Lauzon
Mécanicien de machine lourde, débutant	29-9-75	250 jours	St-Henri

INFORMATION ET INSCRIPTION: CENTRE DE MAIN-D'OEUVRE DU CANADA
LE PLUS PRÈS DE CHEZ-VOUS

Cette annonce est publiée par la Commission de Formation Professionnelle de la Main-d'Oeuvre de la région de Québec, 1010 rue Borne, Québec G1N 1L9, en collaboration avec le Centre de Main-d'Oeuvre du Canada et votre Service d'Éducation des Adultes.

La construction résidentielle est peu active dans Charlevoix

par J.-Thérèse LEGENDRE

LA MALBAIE — Dans les trois villes de Charlevoix, Baie-Saint-Paul, Clermont et La Malbaie, la construction résidentielle n'est pas très active cette année et on enregistre qu'un nombre limité de nouvelles constructions, dont plusieurs d'entre elles sont des maisons préfabriquées n'offrant que peu d'ouvrage à la main-d'oeuvre locale.

Un autre point commun dans ces trois municipalités: des projets d'habitations à loyers modiques, dont on attend l'acceptation par la SHQ, sont en voie de réalisation.

A Baie-Saint-Paul, les travaux pour la canalisation de l'eau et des égouts, ainsi que des travaux de voiries ont été réalisés dans les quartiers Tremsin, Silliom, et Jacques-Dufour, ce qui offrira de nouvelles possibilités de construction résidentielle. Concernant les HLM, un deuxième projet de 15 unités a été demandé pour compléter celui qui a été réalisé lors des rénovations du centre-ville.

D'autre part, le projet de construction d'un hôtel de ville a été temporairement mis en veilleuse à Baie-Saint-Paul, et la ville a refusé d'utiliser l'ancien collège à cette fin.

A La Malbaie, le projet d'habitations à loyers modiques comprend 40 logements réunis en 20 maisons jumelles devant être construites sur le deuxième plateau Joyeux. Les plans de ce complexe résidentiel ont déjà été ébauchés et la municipalité serait prête à donner les services d'eau et d'égouts aussitôt que l'autorisation de construire aura été accordée.

Un autre projet est à l'étude dans cette ville concernant l'agrandissement du barrage du service des eaux, aux sources Joyeuses, afin d'augmenter la réserve d'eau potable.

Pour Clermont, le projet de HLM comprend 20 unités de logement destinées aux personnes à la retraite. La construction a été faite dans une rue parallèle à la rue du Foyer, et les services municipaux sont déjà rendus sur place. Cers derniers ont été faits à même un emprunt de $315,000 effectué pour des travaux du même genre réalisés à certains endroits de la ville.

Le Costume reprend la Coutume...

Tout en velours pour saluer l'automne. Coupe étudiée, jupe entièrement doublée. Rouille ou vert. 5 à 13. $109.95

Cartes de Crédit Master Charge et Chargex acceptées

LOUSON LTEE.
275 est, rue St-Joseph. Québec.

Il n'y a qu'un seul Louson.... Il est entre Dorchester et Caron

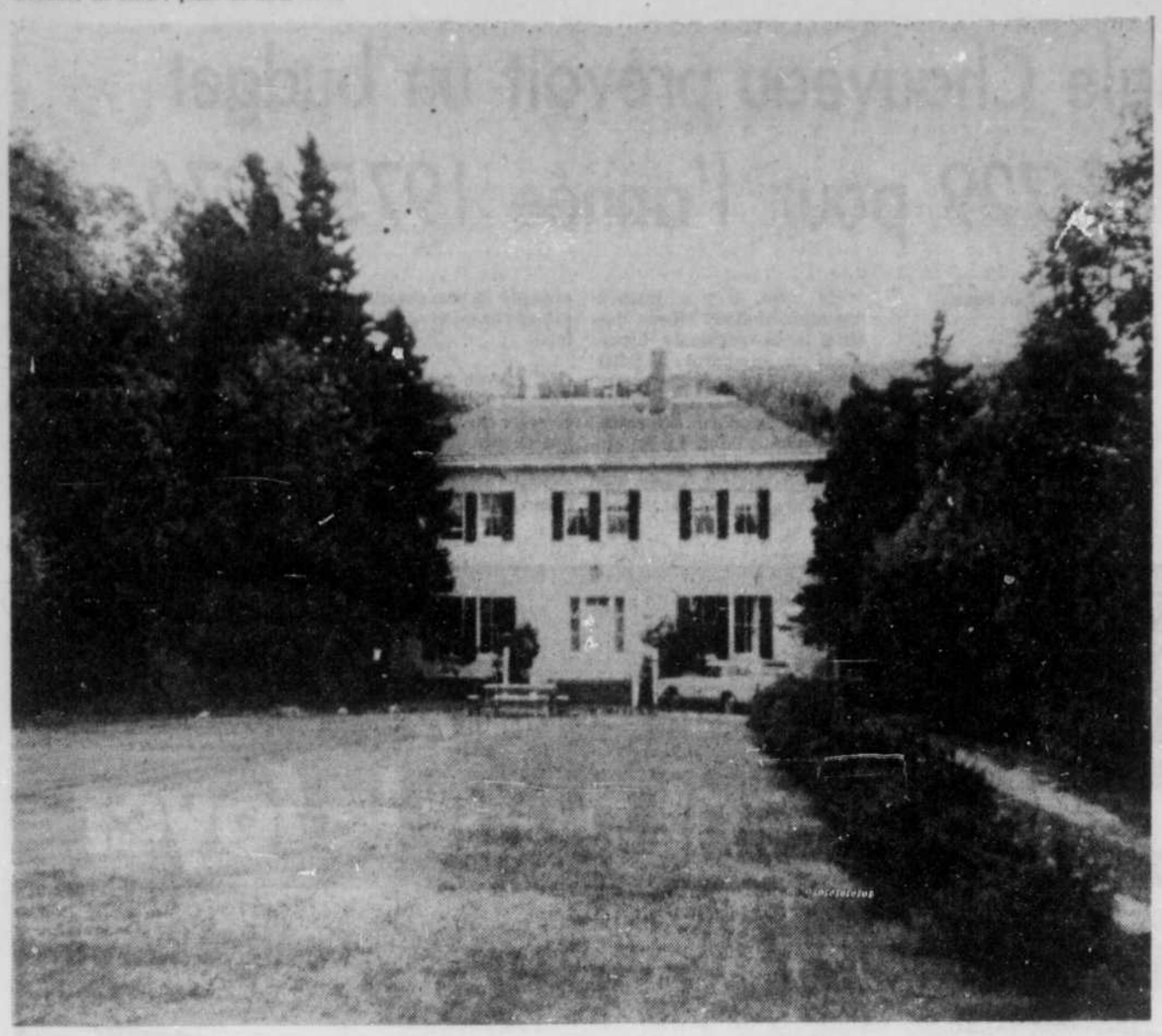
GOÛTE-MOI ÇA, MON CANARD!

Un vin qui s' prend pas pour un autre. Un petit canard pas snob pour deux sous. Le parfait rafraîchissement à deux...comme à vingt-deux! Mousseux . . . agréablement doux...Ça se boit tout seul. Faites changement...vos parties seront bien plus plaisantes, arrosées au Baby Duck.

ANDRÉS
VIN MOUSSEUX
BABY DUCK

BABY DUCK
VIN MOUSSEUX RAFRAÎCHISSANT
Baby Duck 26 oz (700-A) $2.30
Baby Duck 40 oz (700-B) $3.35

ANDRÉS
Vins supérieurs



Fière allure

Discrète et fière, à demi cachée par les arbres, cette belle demeure n'a sûrement rien à envier à "Jalna". Elle se retrouve à Tadoussac.

Volte-face possible des employés de la Domtar au sujet de versements à la CSN

par Gérard ROCHETTE

DONNACONA — Un revirement de situation pourrait survenir concernant la décision du Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers de Donnacona de refuser toute hausse de contributions au fonds de dépense professionnelle de la CSN.

En effet, une requête est présentement en circulation parmi les travailleurs de l'usine de la Domtar, à Donnacona, dans la circonscription de Portneuf, afin d'obliger le bureau syndical à convoquer une assemblée générale spéciale pour reconsidérer la décision prise.

On sait qu'au cours d'une assemblée tenue la semaine dernière, à laquelle assistaient quelque 90 des 630 membres, du syndicat, ceux-ci ont refusé par un vote de 48 contre 42 une hausse de la cotisation par tête devant permettre de verser l'équivalent d'une heure de travail par mois pour le fonds de dépense professionnelle de la CSN.

Le résultat de cette assemblée, qui s'était terminée dans le mécontentement pour plusieurs syndiqués, met le Syndicat de pâtes et papiers de Donnacona devant une menace d'expulsion dans les trois mois devant un tel refus de se soumettre à une décision d'un congrès de la Centrale.

Plusieurs motifs ont été avancés pour expliquer la décision défavorable enregistrée parmi les syndiqués de Donnacona. En premier lieu, plusieurs auraient voté contre la hausse de la cotisation par tête pour manifester leur mécontentement devant l'administration de la CSN.

Par ailleurs, certains membres auraient mélangé le versement de travail avec la demande d'une journée de travail pour le fonds de défense professionnelle. De telles situations seraient attribuables en grande partie à un manque évident d'informations. C'est pourquoi les auteurs de la requête actuellement en circulation parmi les syndiqués prendraient les dispositions pour fournir tous les renseignements nécessaires avant la tenue d'une prochaine assemblée générale.

SPECIAL DURANT L'EXPO
PORTE EN ALUMINIUM
2 POUCES D'EPAISSEUR - EMAILLEE BLANC
3 RAINURES
Installation comprise dans un rayon de 20 milles de toutes nos succursales. Seulement si nécessaire ouvrage de bois en sus. Cette porte robuste est installée avec:
• "Z"-Barre chambranle
• 2 vitres de sécurité trempées
• 1 moustiquaire
• Doubles panneaux isolants
• Coupe-froid
• Barre à pression
• Serrure et clefs
• Fermeture à air
• Chaine et ressort de protection
PRIX SPECIAL $169.95 TAXES INCLUSES
(Prix régulier $185)
Largeur de 30" à 36" - Hauteur de 78" à 84"
FENETRES • PORTES • AUVENTS • REVETEMENT • Démonstration et estimation gratuites jour ou soir
ALSCO (1974) INC.
2070 RUE BRANLY A STE-FOY - TEL.: 681-0089

Accorder la priorité au projet d'une piscine à la polyvalente du Plateau

par J.-Thérèse LEGENDRE

LA MALBAIE — Le comité d'école de la polyvalente du Plateau a demandé à la commission scolaire régionale Charlevoix de considérer comme prioritaire le projet de la construction d'une piscine pour cette école secondaire.

Selon le président du comité, M. Jean-Paul Bergeron, c'est en examinant le plus près le problème du congestionnement à la cafétéria le midi que l'organisme a pu constater que le manque d'un plateau d'éducation physique amenait un plus grand nombre d'élèves à se présenter simultanément pour le dîner.

Dans son rapport annuel, le comité d'école de la polyvalente du Plateau s'est penché sur plusieurs sujets, dont celui de la suppléance, il s'est dit perplexe devant les problèmes causés par l'absentéisme des enseignants qu'il qualifie de "plaie sociale au niveau du corps enseignant". On se demande si les exigences qui justifient les absences sont suffisantes, et où en est rendu le respect de l'éthique professionnelle.

Le comité d'école a aussi fait d'autres recommandations au commissaire de la commission scolaire régionale Charlevoix concernant le contrôle des absences, l'enseignement de la musique et du français, la catéchèse, le transport scolaire et la propreté dans l'école.

M. Bergeron, également président du comité de parents de Charlevoix, s'interroge sur la validité de ce comité. Celui-ci, devant regrouper les présidents des comités d'école, ne regroupe en fait dans Charlevoix que deux présidents qui ont décidé de présenter deux rapports séparés plutôt que de canaliser les recommandations de protée générale.

M. Jacques Audy, directeur de la CS des Ilets

La commission scolaire des Ilets a un nouveau directeur général. Il s'agit de M. Jacques Audy, qui était directeur général par intérim.

Le poste de directeur général était libre depuis que les commissaires avaient par un vote majoritaire congédié M. Gilbert Pelletier, au début de juillet. Quelques semaines avant, le mandat de M. Pelletier venait d'être renouvelé pour une autre année.

Le congédiement de M. Pelletier était l'aboutissement d'une situation tendue qui existait à la commission scolaire des Ilets et qui mettait aux prises, d'un côté, M. Gilbert Pelletier et, de l'autre, les principaux d'école, les enseignants et les professionnels non enseignants.

Douze candidats ont donné leur nom au concours que la commission scolaire avait lancé, au cours de l'été, pour combler le poste de directeur général.

Il est à remarquer que le "Système de gestion des ressources éducatives", qui était expérimenté à la commission scolaire et qui a été une cause indirecte du malaise qui existait au sein du personnel de la commission, continuera à être mis à l'essai.

CENTRE DE VERRES DE CONTACT CHAREST
Polyclinique Vision-Santé Charest
210 est, boul. Charest
Suite 105
Face à la Gare Centrale d'Autobus
529-6641

COURS COMMERCIAL REGULIER
Secondaire court
Cours terminal en secondaire IV
Reconnu pour fins de subvention
Permis No 669515
COURS DE PERFECTIONNEMENT
Niveau secondaire
Certificat du Ministère de l'Education
COURS DU JOUR OU DU SOIR
Acceptons garçons et filles
Cours spéciaux pour adultes
ECOLE COMMERCIALE BLUTEAU
473, de la Canardière Tél.: 524-3215
Prêt aux étudiants (sans intérêt)
Essai de 15 jours gratuits
Bureau: De 9 a.m. à 8.30 p.m.

fermeture du rayon MINI-BUDGET
chez Pollack
AU SOUS-SOL, MAIL ST-ROCH
PROFITEZ DE NOS RABAIS DE 20 à 50%
NOUS FERMONS LE RAYON MINI-BUDGET... A SA PLACE
NOUS OUVRONS UN RAYON DE MEUBLES PLUS GRAND ET PLUS COMPLET!
Tout doit être liquidé! Vêtements pour dames comprenant robes, manteaux, modes-sport, lingerie, accessoires, etc. Garde-robe complète pour monsieur . . . chemises, bas, sous-vêtements, vestons, etc., également tous les vêtements nécessaires pour le retour à l'école . . . tout est offert à prix de sacrifice . . . Prenez part à ces aubaines en venant épargner jusqu'à 50% à l'achat de vêtements pour chacun des membres de votre famille ou encore d'articles de toilette tels que pâte à dents, désodorisant, savon, huile de bain, etc.
MAGASINEZ CE SOIR JUSQU'A 9h. P.M.
VENDREDI 9h30 à 9h P.M. Samedi 9h a.m. à 5h. p.m.
Pas de commande postale ou téléphonique

Un endroit de prédilection pour les géologues, près de St-Jean-Port-Joli

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

Par leur stratification replissée, leur formation remontant à plus de 300 millions d'années, et leur accessibilité relativement facile, les crans rocheux de la plage Victor, à trois milles à l'est de Saint-Jean-Port-Joli, seraient un endroit de prédilection pour les études et les recherches en géologie.

Comme l'ont fait d'autres géologues et étudiants, depuis une quinzaine d'années, Hany Shalaby, un Egyptien préparant sa maîtrise à l'université de Montréal, et Pierre Villeneuve, un agent de recherche de ce même établissement, s'occupent depuis la mi-juin à terminer un relevé méthodique d'un de ces segments rocheux, qui se présentent comme des pointes de tuf aux couleurs variées.

"Nous disposons ici d'un littoral particulièrement bien exposé et de formations géologiques vieilles de quelque 350 millions d'années, que nous ne retrouvons habituellement que très loin de la civilisation," ont précisé les deux chercheurs esseulés sur l'une des bandes parallèles de roc qui enserrent une série de petites anses glaiseuses.

Ce qui suscite surtout l'intérêt des hommes de science, c'est que ces formations sédimentaires recèlent une gamme étendue et diversifiée d'essences géologiques élémentaires. En outre, elles s'offrent en des stratifications qui ont été replissées par des déplacements de la croûte terrestre. Ces stratifications se trouvent ainsi relevées à la verticale. L'étude en est facilitée, parce qu'elles se présenteraient un peu comme les feuilles d'un livre, qu'on peut repasser l'une après l'autre.

Les pointes rocheuses dénudées, aux minces couches tranchantes et veinées de couleurs variées, se prolongent en pente douce sur la batture. Les géologues ont quadrillé ces affleurements, léchés par les vagues, de multiples croix de peinture rouge. Un carrelage de bois cernait l'un de ces grillages de six pieds de côté. Le cran rocheux ainsi déterminé était particulièrement torturé. "C'est un dépôt (slump) d'une coulée de boue, qui s'est pétrifié en une sédimentation particulièrement bien identifiable", ont expliqué les deux géologues. Le jeu des plissements s'avère surtout intéressant, ont-ils signalé. C'est pourquoi ils avaient concentré leur travail de recherche. Comme pour le reste de l'emplacement, on en fait un relevé détaillé, de façon à établir une cartographie précise du milieu.

Du jargon scientifique qui a suivi, nous avons retenu cette précision qu'une couche de boue d'une cinquantaine de pieds d'épaisseur aurait glissé vers le lit du fleuve et se serait progressivement solidifiée, il y a quelque 350 millions d'années. La formation de la chaîne de montagnes des Appalaches aurait repoussé et rétréci cette masse en de nombreux replissements, qui forment maintenant les crans rocheux de cette partie du littoral du Saint-Laurent. On y retrouverait, en des structures bien identifiables, du "mudstone" rouge et vert très ancien, des conglomérats calcaires, des fragments de grès fins, et d'autres éléments géologiques recherchés pour leur rareté.

Pour les géologues, ce serait une véritable aubaine. Ces longues arêtes constitueraient un emplacement idéal d'étude. Il n'y a pas d'herbe qui couvre la roche, rien de caché par des couches supérieures de peu d'intérêt scientifique. "Surtout, il n'y a pas de moustiques, mais plutôt une continuelle brise légère contre l'ardeur du soleil", ont remarqué les chercheurs. D'autant plus, ont-ils ajouté, qu'on se retrouve ici "tout près de la civilisation", alors que de tels travaux ne peuvent ordinairement être effectués qu'en des endroits désertiques et souventes fois pratiquement inaccessibles. Pour atteindre les grèves de Saint-Jean-Port-Joli, les géologues n'ont qu'à parcourir une courte distance en motos tout-terrain. Il ne leur reste plus qu'à sauter de roche en roche quelques filets d'eau et de glaise.

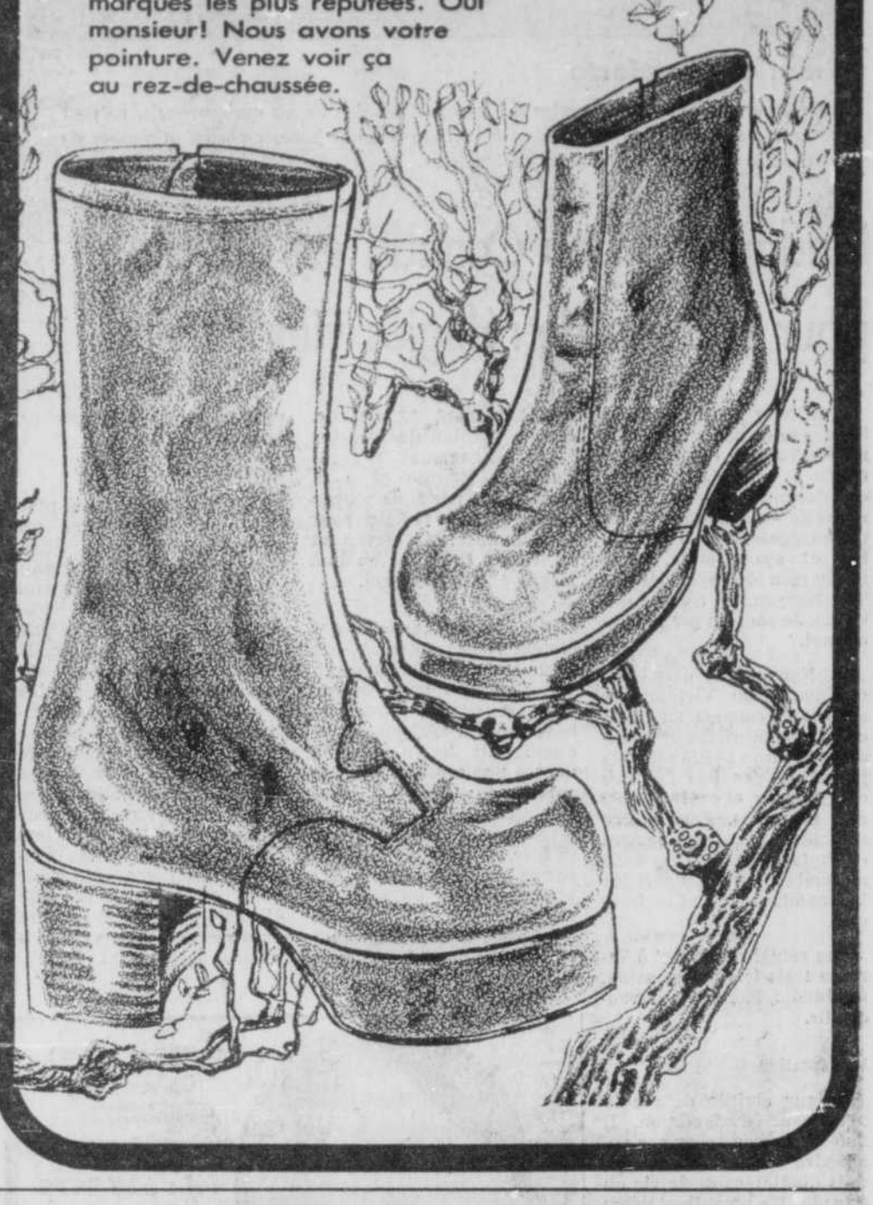
C'est pourquoi l'emplacement est souvent visité par d'autres équipes, notamment de l'université de Toronto ou d'instituts américains. Des groupes d'étudiants y viennent régulièrement, depuis une quinzaine d'années, soit depuis la découverte de cette région privilégiée par le professeur Claude Hubert, de l'université de Montréal. Une excursion des participants du Congrès géologique international de 1972 a aussi grandement contribué à l'utilisation de ce terrain qualifié de remarquable, parce qu'il regroupe "tout près de la civilisation" de nombreux éléments essentiels à l'étude de la stratigraphie.

Sur les crans rocheux de Saint-Jean-Port-Joli, des chercheurs se penchent sur un carrelage cernant un dépôt de boue pétrifiée depuis 350 millions d'années et offrant une stratification verticale favoriaant l'étude géologique.

laliberté
AU COEUR DU MAIL ST-ROCH

DES BOTTES QUI CHAUSSENT !

Des modèles irrésistibles. Des cuirs d'une souplesse remarquable. Des marques les plus réputées. Oui monsieur! Nous avons votre pointure. Venez voir ça au rez-de-chaussée.



Les rhums Bacardi sont produits par autorisation spéciale et sous la surveillance de Bacardi & Company Limited. "Bacardi" et le signe de la chauve-souris sont des marques déposées de Bacardi & Company Limited. Embouteillés au Canada par FBM Distillerie Cie Ltée. Demandez notre livret de recettes gratuit à: FBM Distillerie Cie. Ltée, B.P. 370, Ville des Laurentides, Québec, J0R 1C0.

Histoire du Québec d'aujourd'hui

C'est toute une histoire...

L'étude de l'histoire vous rappelle sans doute de pénibles souvenirs d'école tels que citer la date des trois voyages de Jacques Cartier, réciter dans les deux sens les noms des intendants en Nouvelle-France ou encore donner dans l'ordre chronologique la date d'entrée des provinces dans la Confédération. L'histoire c'est pourtant autre chose.

Deux cours intitulés **Histoire du Québec d'aujourd'hui** vous offrent la possibilité de vous intéresser à des thèmes reliés à la réalité actuelle plutôt que d'apprendre par coeur des dates, des noms de personnages ou le récit d'événements. Ces thèmes ont été choisis de façon à vous permettre d'acquérir une connaissance globale et dynamique du Québec: l'économie, les pouvoirs, la culture, les idéologies, les classes laborieuses, la population. Ces cours changent probablement de tous les cours que vous avez pu suivre.

Histoire du Québec d'aujourd'hui a été conçue d'abord pour les adultes, sans qu'il soit exigé d'eux un niveau d'études spécifique.

Les cours sont livrés à domicile, ou presque. En effet, les participants reçoivent après leur inscription un matériel documentaire très varié, sous forme de pochettes thématiques contenant des textes mais aussi des tableaux, des graphiques, des reproductions, des illustrations, des extraits d'articles de journaux et d'ouvrages ainsi que des disques reproduisant des entrevues effectuées avec des spécialistes.

Même si les cours sont livrés à domicile (il n'y a pas d'enseignement dans une classe), les étudiants ne sont pas pour autant laissés à eux-mêmes. Un guide de travail, qui fait partie du matériel expédié, leur permet d'acquérir des connaissances en se familiarisant avec les méthodes employées par les historiens. Par ailleurs, quelques ateliers organisés durant la session constituent autant d'occasions pour rencontrer des étudiants adultes de la région et un animateur-historien. Ces rencontres, en plus de rompre la solitude, permettent d'obtenir des explications supplémentaires et de discuter sur des sujets abordés dans des documents audio-visuels, présentés lors de ces ateliers. Ceux-ci offrent également des moments de détente. En effet les réalisateurs des cours ont prévu de présenter un jeu de simulation aux étudiants.

Histoire du Québec d'aujourd'hui, c'est deux cours préparés par une équipe d'historiens et de didacticiens, assistés de spécialistes d'autres disciplines de la Télé-université, une constituante de l'Université du Québec.

Tous les adultes sans exception peuvent s'inscrire aux deux cours ou à un seul. Leur intérêt à accroître leur formation générale, à élargir leur engagement social, culturel ou même politique ou encore à en tirer profit pour l'exercice de leur profession sont autant de raisons pour suivre **Histoire du Québec d'aujourd'hui.**

Un cours suivi avec succès permet d'obtenir une attestation d'études correspondant à trois crédits. Ces deux cours **Histoire du Québec d'aujourd'hui** sont offerts conjointement par la Télé-Université et la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois, une autre constituante de l'Université du Québec. Ils font partie d'un programme appelé "Connaissance de l'homme et du milieu".

Pour de plus amples renseignements sur les cours de ce programme offerts par la Télé-Université et la Direction des études universitaires dans l'ouest québécois, retournez ce coupon ou téléphonez à:
Service de registrariat-Télé-université
2875 boul. Laurier, Sainte-Foy,
Québec - G1V 2M3
Tél.: 657-2990

Début du 1e cours: 6 octobre 1975
Début du 2e cours: 2 février 1976

Université du Québec

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
no rue
_____
localité comté

Je désire avoir plus de renseignements sur le cours Histoire du Québec d'aujourd'hui ainsi que sur les cours du programme "Connaissance de l'homme et du milieu" (C.H.E.M.) offerts par la Télé-Université et par la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois.

Histoire du Québec d'aujourd'hui (HQ) ☐
autres cours:
Initiation à l'économie du Québec (INEQ) ☐
Initiation à la coopération (COOP) ☐

BACARDI et 7UP. Les INcomparables.

Par quelle magie l'arôme velouté et subtil du rhum BACARDI blanc-sec ou léger-ambré parvient-il à dégager la vivacité du 7UP sans jamais en souffrir?

rhum BACARDI

Les permis des forestiers d'Escourt sont annulés

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — Le service américain d'Immigration, à Portland, a annulé, hier, les permis de travail des forestiers québécois, qui ont été expulsés des chantiers du nord du Maine, lundi, par des bûcherons américains revendiquant le rapatriement de ces emplois.

Cette mesure, qui frappe une soixantaine d'employés de la compagnie canadienne J.D. Irwing Ltd., d'Escourt, a même été étendue aux travailleurs québécois disposant d'un visa. L'interdiction de franchi la frontière, pour le retour au travail, a également été décrétée contre une trentaine d'autres bûcherons québécois travaillant pour la firme américaine Woodlands Development, qui couvre dans le même secteur avoisinant le poste frontalier d'Escourt.

Ce rebondissement surprise du conflit des emplois forestiers du Maine a été confirmé, hier, au SOLEIL, par un agent du poste local des douanes américaines, M. Louis Alberg. Il a précisé qu'une dépêche, reçue le matin même, des services de l'Immigration de Portland, ordonnait la fermeture de la frontière à tous les travailleurs forestiers québécois, sauf "pour aller reprendre possession de leurs outils et de leur machinerie laissés en forêt", au moment de leur expulsion.

Lundi matin, à leur retour hebdomadaire aux chantiers de la compagnie Irving, ces travailleurs québécois se sont retrouvés face à un barrage routier érigé par des membres et des sympathisants d'une association de bûcherons du Maine, qui avaient déjà occupé les camps et les chantiers forestiers de l'entreprise. Sous les menaces, mais sans violence, les travailleurs québécois ont dû rebrousser chemin et repasser la frontière.

Frontière fermée

L'interdiction du gouvernement fédéral américain de franchir la frontière s'ajoute à une fermeture provisoire déjà décrétée par les autorités de l'Etat du Maine, au lendemain de la contestation des bûcherons américains. Dans le cadre d'une entente intervenue avec l'Association des travailleurs forestiers du Maine, la Commission de sécurité d'emploi de l'Etat avait décidé de fermer temporairement le poste frontalier d'Escourt, pour mettre fin à l'occupation et éviter tout affrontement entre les bûcherons canadiens et américains.

Ces interventions des autorités américaines peuvent soulever un litige de portée internationale, entre les deux pays. Elles remettent en question l'accessibilité au travail de quelque 2,000 travailleurs forestiers des municipalités québécoises s'échelonnant du Témiscouata à la Beauce, qui oeuvrent dans les bois du nord du Maine depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Hier, les entreprises forestières particulièrement importantes de Saint-Pamphile et de Daaquam, la circonscription dans le comté de Montmagny-l'Islet, n'avaient apparemment pas été touchées par l'interdiction américaine. C'est du moins ce qu'on a catégoriquement affirmé.

L'inquiétude restait apparente, toutefois, face à des rumeurs selon lesquelles l'annulation des permis et les restrictions imposées aux visas des travailleurs d'Escourt devaient éventuellement s'appliquer aux postes frontaliers de ces deux autres municipalités. C'est là une épée de Damoclès menaçant la survie économique de toute cette région québécoise, qui repose sur les opérations forestières effectuées dans le Maine et, surtout, sur les nombreuses et importantes scieries sises en bordure de la frontière, qui s'alimentent du bois américain.

Il nous a été impossible, hier, d'entrer en communication avec les autorités américaines en mesure de dissiper ou de confirmer ces appréhensions.

Pas de nouvelles

Par ailleurs, les travailleurs québécois expulsés des chantiers du Maine restaient toujours, hier, "sans nouvelles" de leur employeur, la compagnie J.D. Irving, quant aux possibilités de leur rappel au travail ou de reprise de possession de leurs scies à chaîne et de leurs débusqueuses. On s'inquiétait fortement du sort que les contestataires américains avaient pu faire subir à ces investissements personnels de l'ordre de $30,000.

Un cadre de l'entreprise forestière, M. Jos Ouellet, de Saint-Eleuthère, municipalité voisine d'Escourt, a précisé que l'association des bûcherons américains s'était préoccupée de ce qu'aucun dommage ne soit fait à cette machinerie. Quant à tout ce qui pouvait avoir trait au retour au travail ou autres informations du genre, il a répondu que toute demande en ce sens devait être adressée à M. J.D. Irving lui-même, à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, "qui venait tout justement de partir en voyage d'affaires à New York".

Scientifiques mécontents du gouvernement

VANCOUVER (PC) — Le mécontentement général des scientifiques canadiens à l'endroit de la politique du Canada en matière de sciences a donné le ton aux délibérations du congrès des sciences pacifiques qui se tient, à Vancouver, depuis le début de la semaine.

On parle sans arrêt du manque de fonds, des priorités confuses, de la discrimination exercée contre les sciences sociales et des mauvaises communications entre les chercheurs et les bureaucrates.

Un scientifique a autant de chance de joindre un fonctionnaire responsable à Ottawa qu'il en aurait à vouloir réciter de la poésie gaélique à un goéland, selon le Dr Peter Larkin, de l'université de la Colombie-Britannique.

En réponse, le ministre C. Drury explique que son ministère est en réorganisation. Il existe effectivement une politique générale des sciences, reprend le Dr Larkin, mais dans un désordre paralysant.

Autrefois, ajoute-t-il, les ressources intellectuelles des citoyens étaient mises à contribution par les gouvernements dans les domaines de la défense nationale, de l'expansion économique, de la santé des gens et de la culture générale.

Mais dans les sociétés où le changement tarda à venir, comme au Canada, les experts furent importés et les étudiants furent envoyés se perfectionner à l'extérieur.

Le Canada fut entraîné par le mouvement scientifique américain, ajoute le Dr Larkin. Il propose de tenir compte du rapport entre l'avancement des sciences et l'avancement de la société, et de répartir les responsabilités entre les universitaires, les industriels et les hommes politiques.

Pour le ministre Drury, une politique scientifique comporte trois dimensions: la science et l'acquisition du savoir, l'utilisation des découvertes scientifiques, et la quête de nouveaux objectifs mieux accordés à la nature et à l'environnement.

Notre réputation de qualité n'est égalée que par notre renommée d'offrir des bas prix!

Carrier & Goulet INC.
345, RUE DU PONT, QUE.

BOEUF DE L'OUEST

Nous nous spécialisons dans la préparation des viandes pour le congélateur telles que boeuf, lard, veau, volailles emballées, prêtes pour le congélateur au prix du gros.

Aimeriez-vous
DÉGUSTER un BON JAMBON
fumé à l'érable préparé comme autrefois
Alors essayez le nôtre.

Un vaste assortiment vous attend tel que:
JAMBON CUIT • SEMI-CUIT • JAMBON ROULÉ (COTTAGE)
ÉPAULE FUMÉE (GENRE PICNIC) • FESSE FUMÉE
à PRIX POPULAIRES

STEAK DE RONDE Tranche complète lb 1.49	DERRIÈRE DE BOEUF Complet lb .89
CROUPE de BOEUF Tant qu'il y en aura lb .59	SPENCER CONGELE 4 à 5 lb Complet lb 1.59
DEVANT DE VEAU De lait 10 lb et plus lb .49	EPAULE D'AGNEAU Congelée importée Environ 4 lb Lb .89

LE SAMEDI OUVERT JUSQU'A MIDI

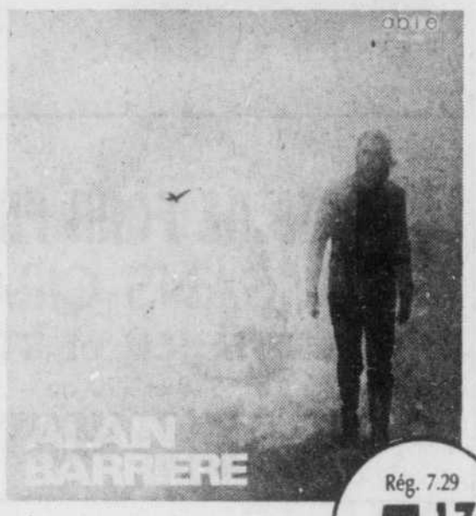
Carrier & Goulet INC.
345, RUE DU PONT, 522-5291

Commandes téléphoniques exécutées avec soins tous les jours sauf le samedi

OUVERT VENDREDI DE 8h.30 a.m. à 9h. p.m.

JOURS Syndicat DE QUÉBEC
• MAIL ST-ROCH • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS

Les bons succès en spécial Microsillons rég. 7.29 5.17



Alain Barrière No ABL-7017 Rég. 7.29 5.17

Bimbo Jet No 67-364 Rég. 7.29 5.17

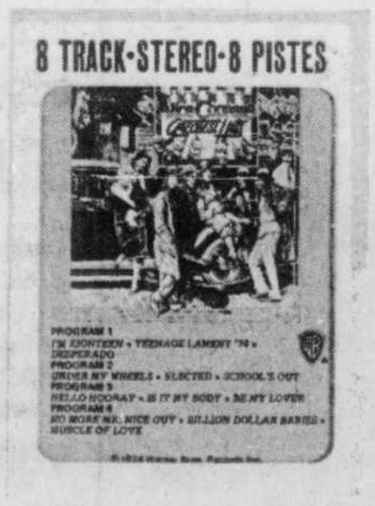
Beau Dommage No 70-034 Rég. 7.29 5.17

Michel Delpech No 80204 Rég. 7.29 5.17

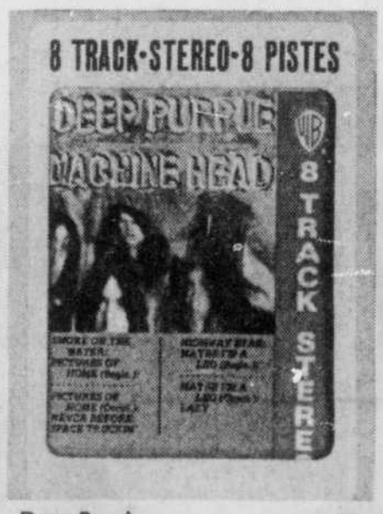
B.T. Express No RS-41001 Rég. 7.29 5.17

Mireille Mathieu No 2490128 Rég. 7.29 5.17

Louise Forestier No M8-203



Alice Cooper No 2803



Deep Purple No 2607

Beau Dommage No 70-034

Bimbo Jet No 67-364

Michel Sardou No AB8-7018

Cassettes 8 pistes rég. 7.98 5.97

Syndicat. Disques, Mail St-Roch, sous-sol Place Laurier et Place Fleur de Lys.

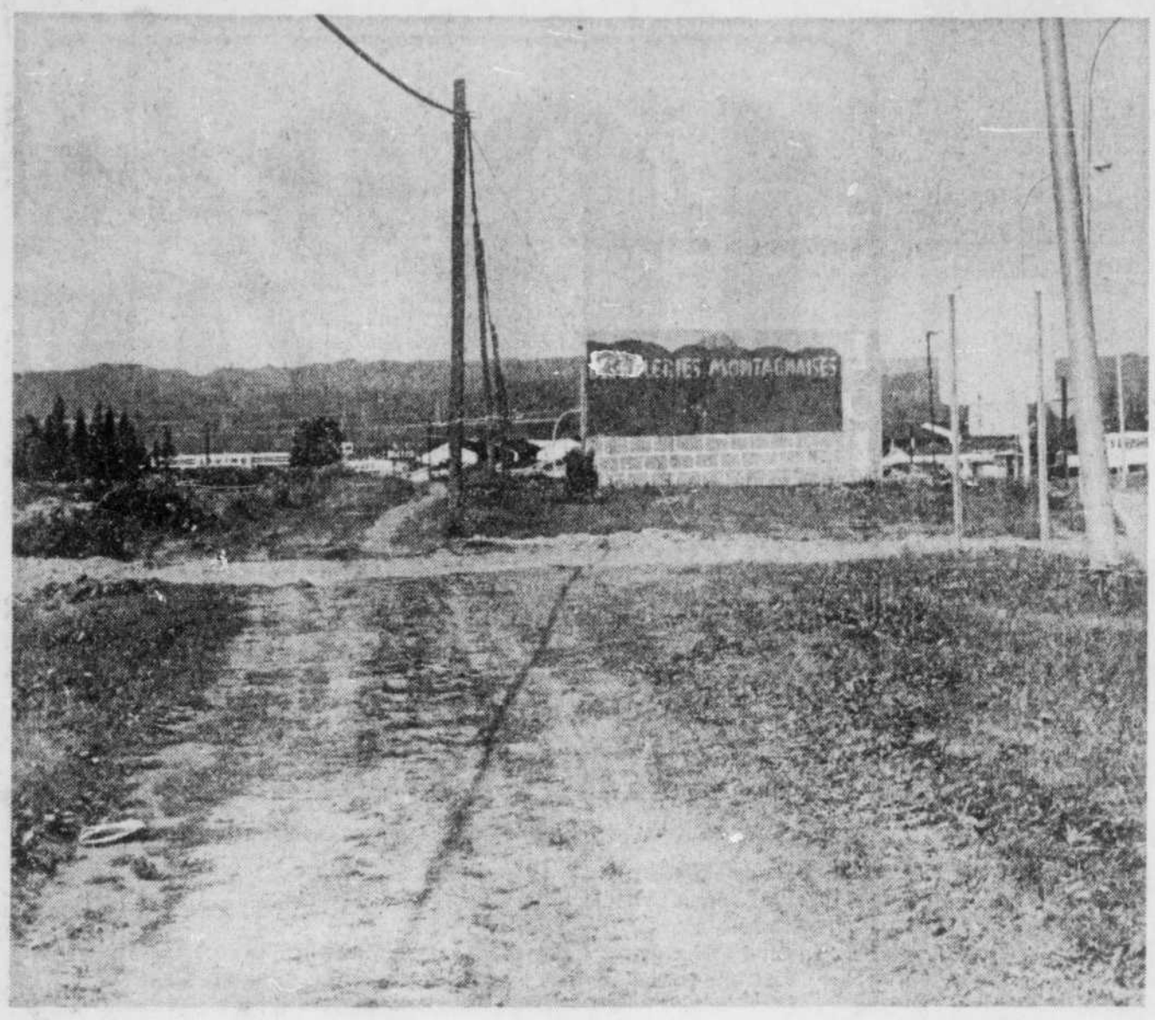
La réalisation des Galeries montagnaises dérange les commerçants et les hommes d'affaires de Sept-Iles

Par Gilles OUELLET,
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Jusqu'à ces dernières semaines, le projet de construction du centre commercial les Galeries montagnaises, dans la réserve indienne de Sept-Iles, n'énervait pratiquement personne.

Mais depuis la mi-juin, c'est pas pareil! Depuis que le ministre des Affaires indiennes, M. Judd Buchanan, est venu à Sept-Iles pour annoncer que le gouvernement fédéral endossait le financement de cette construction de $9 millions, il y a de l'énervement dans l'air.

Et comme les travaux n'ont pas cessé depuis cette visite ministérielle, que le vaste terrain situé à l'entrée ouest de la ville a été aplani, et que les premières tonnes de béton ont été coulées ces jours-ci, c'est presque un début de panique chez les commerçants et hommes d'affaires en place, chez les autres promoteurs de centres commerciaux qui conditionnent leur projet suivant celui des Indiens, et chez quelques conseillers municipaux.



Ce projet, ébauché depuis plusieurs années, modifié, remis à l'étude, sujet à de multiples tractations dans les coulisses, et auquel, finalement, pratiquement personne ne semblait croire, est en train de se concrétiser

Pour ajouter à l'énervement ou pour tenter de semer davantage la panique, des rumeurs de toutes sortes sont entretenues présentement pendant que les employés de l'entrepreneur Ain et Zakuta, de Montréal, poursuivent leur travail.

Ces principales rumeurs prétendent que "les consommateurs qui iront aux Galeries montagnaises ne paieront pas de taxe sur les ventes" et que "les locataires des boutiques ne débourseront qu'environ $2 du pied carré alors qu'il en coûte quatre fois plus cher ailleurs en ville".

"Si cette situation est tolérée, ça va déséquilibrer toute notre économie", ne cesse de répéter des hommes d'affaires désespérés. "Tant mieux qu'on ait un autre centre commercial, on aura plus de choix", réplique du tac au tac une consommatrice à l'un de ces commerçants apeurés. Et la discussion venait de reprendre devant trois ou quatre autres personnes, attentives et intéressées.

Les responsables du projet des Galeries montagnaises ne sont pas bavards et demeurent prudents avec la presse. Malgré tout, un porte-parole a fini par dire AU SOLEIL qu'en ce qui a trait à la taxe sur les ventes et au prix de location, "les Galeries montagnaises seront un centre commercial comme tous les autres, et qu'aucune concurrence déloyale ne serait pratiquée".

Premier centre commercial

L'Immobilière montagnaise Ltée, une société de gestion formée d'Indiens des réserves de Sept-Iles et de Malioténam, a donc entrepris de construire le plus gros centre commercial de l'Est du Québec, et le premier dans une réserve indienne au Québec.

Ce centre, qui aura une superficie de près de 300,000 pieds carrés, comprendra un grand magasin Woolco et un supermarché de la compagnie Steinberg. Ces deux maisons auraient déjà paraphé des contrats à long terme.

De la cinquantaine de boutiques qui prendront place dans ce centre, "près de 70 pour 100 sont louées", a déclaré, cette semaine, une source proche des promoteurs.

Mais au-delà de cette simple construction, il y a le défi et la pointe d'orgueil qui animent les Montagnais de Sept-Iles, intéressés à avoir un droit de regard sur l'avenir.

"Pour les 1,300 Indiens de Sept-Iles et de Malioténam, la réalisation des Galeries montagnaises n'est que le premier jalon d'un programme d'activités économiques qui permettra à la population montagnaise de prendre en main son avenir", a déclaré le chef Paul-Emile Fontaine lors de l'inauguration des travaux en cours.

Il est prévu qu'environ 300 personnes, dont des Montagnais, travailleront au centre commercial. On prévoit de plus des revenus de $200,000 qui serviront à améliorer les conditions de vie des Indiens, à rénover graduellement leurs maisons, à construire des centres communautaires.

Lorsqu'il est venu à Sept-Iles, le 15 juin dernier, le ministre Buchanan a paru impressionné par les objectifs et le dynamisme des Indiens pour construire ce centre commercial, qui devrait ouvrir ses Portes en août 1976.

Relations avec la ville

L'absence totale d'ententes de services dûment signées entre la ville et le conseil de bande n'est pas étrangère à l'énervement qu'on peut déceler à Sept-Iles par les temps qui courent.

"Le chef indien et le chef blanc ont presque toujours été des bons amis et ils s'entendaient verbalement pour faire du bon voisinage". C'est en ces termes qu'un observateur de la vie de Sept-Iles, et ce depuis plusieurs années, décrit ce qui s'est passé antérieurement.

Le Vieux poste, la station de pompage, une partie du port de plaisance, et les tuyaux de service des eaux et des égoûts ont ainsi pu être aménagés dans la réserve indienne, sans heurts, mais aussi... sans entente écrite.

Or, les Indiens veulent maintenant négocier les service avec la ville et conclure, une fois pour toutes, une première entente. Les Galeries montagnaises conduiront certainement et inévitablement les deux parties à la même table. Mais quand?

Le ministère des Affaires indiennes couvre les frais d'une bonne partie des services que la ville dispense à la centaine de familles indiennes. Sans l'établir trop précisément, la ville croit que les Indiens lui devraient encore plus ou moins $60,000 pour les services municipaux des dix dernières années.

Il va de soi que l'érection d'un centre commercial dans la réserve indienne, considérée comme le plus beau terrain de Sept-Iles, modifiera le rapport de force entre la ville et le conseil de bande. Les prochains mois risquent d'être fertiles en nouvelles de ce côté.

Gouvernement provincial

Entre le gouvernement fédéral qui a endossé le financement temporaire du projet et le gouvernement municipal qui est intéressé à conclure des ententes de services, il reste le gouvernement provincial, qui surveille.

Le Québec a déjà scruté le dossier des Galeries montagnaises et analysé les règlements de la société l'Immobilière montagnaise Ltée, sans toutefois jamais se prononcer sur la question.

A Québec, on est soucieux de connaître tous les détails de la participation fédérale à ce projet.

On ignore, enfin, quelle attitude adoptera Québec, pour qui le fond du terrain de la réserve indienne de Sept-Iles appartient à la province, qui l'a mis à la disposition des Indiens "pour leur propre besoin".

Mais, indépendamment des considérations de tous et de chacun, des appréhensions des promoteurs de centres commerciaux et de certains hommes d'affaires et de commerçants, et de toutes les rumeurs semées et entretenues afin de répandre la confusion, le centre commercial des Galeries montagnaises se construit!

Xerox veut ses photocopieurs loués à Westgate

MONTREAL (PC) — La société Xerox a demandé à la Cour supérieure, hier, d'ordonner la saisie de 35 photocopieurs loués à la société de courtage immobilier Westgate.

Ces photocopieurs, d'une valeur de $210,000, se trouvent actuellement dans les 35 succursales québécoises de Westgate, fermées la semaine dernière.

Dans sa demande au tribunal, Xerox prétend que Westgate lui doit des arrérages de $59,607.

Westgate, qui fait actuellement l'objet de requêtes en faillite, aurait des dettes s'élevant à plus de $2 millions.

NOMINATION

M. Hachem Cherif

Monsieur Jean-Marie Voyer, C.L.U., directeur régional de l'Empire, Compagnie d'Assurance-vie, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Hachem Cherif au poste de gérant dans la région de Québec.

Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, ce dernier fera profiter la clientèle de l'Empire au Québec de l'expérience déjà acquise dans le domaine de l'assurance-vie.

Le bureau de monsieur Cherif est situé au: 2750 chemin Ste-Foy, suite 222, Ste-Foy, Québec 10, G1V 1V6. Tél.: 653-4949. (ANN.)

en un clin d'oeil

Canadian Artic Gas songe à modifier son tracé de pipeline

La société Canadian Artic Gas Pipeline songe à modifier le tracé du pipeline qu'elle aimerait construire entre l'Alaska et les Territoires du Nord-Ouest. Elle dit qu'avec ce nouveau tracé le coût des travaux serait réduit d'environ $190 millions. Le pipeline, qui transporterait du gaz naturel, passerait par l'embouchure du deltaduMackenzie, plutôt qu'autour du delta, comme il avait été prévu au tout début. Canadian Artic Gas Pipeline a présenté son nouveau projet à l'Office national de l'énergie.

L'Alcan prend des options sur des terrains

L'Alcan prend actuellement des options sur des terrains à Grande-Baie dans la région de la baie des Ha! Ha! au Saguenay. Pourquoi? En prévision d'une éventuelle implantation de l'usine d'aluminium de $90 millions (à l'époque) dont la compagnie avait déjà annoncé la construction, mais qui est actuellement sur la voie d'évitement. L'Alcan a déjà acquis des options sur la moitié des terrains requis par la nouvelle aluminerie et ces options valent jusqu'au 31 octobre 1975. Cette échéance permet de penser que l'Alcan envisage de prendre une décision sur la réalisation de son projet d'ici cette date. Ces transactions ont été confirmées par M. René Provost, directeur du Service immobilier de la compagnie. Se pourrait-il que l'Alcan ait déjà décidé de construire sa nouvelle aluminerie, profitant ainsi de la reconsidération du projet que la National Southwire et la SGF caressent pour la région de Québec?

Forte baisse des ventes de papier journal

Les ventes canadiennes de papier journal sur tous les marchés ont totalisé 650,607 tonnes en juillet dernier, ce qui représente une baisse de 21.6% par rapport aux ventes du même mois en 1974. Les Etats-Unis, le plus gros marché, n'ont acheté que 466,195 tonnes, en baisse de 22.8% sur l'an dernier. Quant à la production, elle tire également de l'arrière de 19.5%. Le taux de production fut de 74% de la capacité de production, comparativement à 89% en juin. Les arrêts de travail sont principalement responsables de cette baisse, puisque 23% de la capacité a été affectée par des grèves pendant la moitié du mois.

Excelente récolte de blé en Saskatchewan

Les fermiers de la Saskatchewan estiment que leurs terres leur donneront cette année 400 millions de boisseaux de blé, représentant une valeur de $2 milliards aux prix actuels. On parle d'un potentiel de 325 millions de boisseaux de blé dur et de 75 millions de blé "red spring". La Saskatchewan connait depuis deux ans une nouvelle prospérité suite aux niveaux élevés du prix du blé. Les fermiers sont de plus en plus à l'aise et le chômage est à un niveau très bas. La province produit aussi d'autres céréales, dont l'orge, l'avoine, le riz, le soya et le colza. On s'attend à un rendement de 21 boisseaux de riz à l'acre, ce qui donne de deux à trois boisseaux au-dessus de la moyenne à long terme.

Hausse légère du revenu moyen au Canada en juin

Le revenu moyen des salariés a monté de sept dixièmes d'un pour cent en juin par rapport au mois précédent, a rapporté hier Statistique Canada. Le revenu total de la force ouvrière, en tenant compte des variations saisonnières, a été estimé à environ $7.143 milliards, ce qui représente une augmentation de $49.6 millions par rapport à mai. L'augmentation est résulté d'une hausse des salaires et gages dans les industries de service lesquels ont augmenté de 1.1 pour cent, tandis que les salaires dans les industries productrices de biens de consommation demeuraient pratiquement inchangés.

MLW-Worthington manque de travailleurs du métal

Une pénurie de travailleurs du métal à la MLW-Worthington Ltd. pourrait affecter la capacité de la compagnie à maintenir les niveaux désirés d'expédition, a déclaré M. R.L. Grassby, président et chef de la direction de la compagnie. "Les programmes de recrutement et d'entraînement sont présentement intensifiés pour solutionner ce nouveau problème", a déclaré M. Grassby. Les commandes en carnet de la compagnie totalisent actuellement $129.8 millions par rapport à $96.1 millions à la même époque l'année dernière.

Alberta Energy Company émettrait des actions

Alberta Energy Company, formée par le gouvernement de Peter Lougheed le 18 septembre 1973, pourrait émettre des actions dans le grand public à l'automne, a révélé son président David Mitchell. Avant de prendre une décision finale, AEC suivra attentivement l'expérience analogue que mène actuellement avec quelque difficulté la Corporation de développement du Canada. AEC a déjà un capital-actions de $75 millions provenant du gouvernement albertain. AEC a pour mandat principal le développement et l'exploitation des ressources énergétiques.

Papiers Reed s'intéresse au minerai de fer

Papiers Reed Ltée a annoncé que sa filiale, The Bersimis Mining Company, a conclu un accord avec la Houston Aggregate Company of Canada Ltd., aux fins de commencer à travailler immédiatement à la préparation d'une étude visant à déterminer s'il serait possible de faire économiquement et efficacement l'extraction du minerai de fer-titane sur douze concessions détenues par la compagnie, près du lac Brûlé, dans le Nord du Québec.

Chute de la production automobile de l'Allemagne fédérale

La production d'automobiles d'Allemagne fédérale a diminué de 42.3 pour cent au mois de juillet par rapport à juin, et celle de camions de 19.2 pour cent a annoncé la Fédération de l'industrie ouest-allemande. La principale raison de cette chute brutale: pendant la période de vacances du mois de juillet, la plupart des usines interrompent leur activité. Pendant les sept premiers mois de l'année, la production automobile a enregistré une baisse de 12.3 pour cent par rapport à la période correspondante de 1974.

Les indicateurs économiques montent en juillet aux E.-U.

La hausse de l'indice des principaux indicateurs économiques s'est poursuivie en juillet, pour le cinquième mois consécutif, aux Etats-Unis, confirmant la fin de la récession, a annoncé hier le département américain du Commerce. L'indice, considéré comme l'indicateur de l'évolution économique au cours des mois qui viennent, a progressé de 1.7 pour cent, portant ainsi son avance des cinq derniers mois à 11.5 pour cent. Le département du Commerce a, en outre, révisé de 1.9 à 2.9 pour cent sa progression en juin dernier. La progression de juillet a été due principalement à une augmentation marquée des commandes de biens de consommation et de matières premières.

Les E.-U. ont importé 15 p.c. plus d'acier

NEW YORK (AFP) — Les importations américaines d'acier ont progressé de 15 pour cent pendant le premier semestre de cette année avec 6,888,971 tonnes courtes (une tonne courte égale 2,000 livres de 453 grammes) contre 5,954,871 tonnes au cours de la période correspondante de l'année dernière, rapporte l'Institut américain de l'acier importé d'après les statistiques du département du Commerce.

En juin cependant, les importations ont diminué. Elles ont été de 927,035 tonnes courtes contre 1,292,313 en juin 1974 soit une baisse de 28.2 pour cent, et contre 856,154 tonnes en mai.

Les livraisons en provenance des pays de la Communauté européenne ont en particulier fortement reculé en juin. Elles se sont élevées à 340,404 tonnes, en baisse de 44 pour cent par rapport au total de 615,513 en juin 1974. L'institut souligne que les arrivages en provenance de la CEE sont en diminution constante depuis le mois de janvier durant lequel ils s'étaient chiffrés à 695,354 tonnes.

Un prospectus préliminaire décrivant ces valeurs a été déposé aux commissions ou administrateurs de valeurs mobilières dans toutes les provinces et territoires du Canada, mais il n'est pas encore devenu final. Cette annonce est publiée afin de permettre au public canadien de se procurer ce prospectus préliminaire de façon à étudier ces valeurs à des fins d'investissement. Cette annonce ne constitue pas une offre de vente de ces valeurs. L'offre ne sera faite que par l'intermédiaire du prospectus final, et aucune offre d'achat de ces valeurs ne sera acceptée dans quelque province ou territoire que ce soit avant que la commission ou l'administrateur provincial des valeurs mobilières n'ait signifié sa réception du prospectus final ou n'ait donné toute autre autorisation à cet effet.

CDC
corporation de développement du canada

Projet d'offre d'actions

Actions privilégiées catégorie B à 7%, convertibles et rachetables
(comporte le droit de recevoir deux actions ordinaires en boni)

Prix: $100 l'action

En vertu de la Loi du Parlement, qui a incorporé la CDC, il est maintenant proposé que les actions de la Corporation soient offertes aux citoyens et résidents du Canada. La Section 2 de la Loi se lit comme suit:

"La présente loi a pour objet d'établir une corporation qui aidera à développer et à maintenir des corporations fortes contrôlées et dirigées par des canadiens dans le secteur privé de l'économie et élargira, pour les canadiens, les possibilités d'investir pour le développement économique du Canada et de participer à ce développement."

Que vous ayez ou non acheté des actions ou obligations dans le passé, nous serons heureux de vous faire parvenir, sans aucune obligation de votre part, un prospectus préliminaire. Un représentant enregistré de l'un de nos bureaux au Canada se fera un plaisir de répondre à toutes les questions que vous puissiez avoir au sujet de l'émission d'actions proposée. Veuillez communiquer avec le bureau Dominion Securities Harris le plus près de chez vous ou poster ce coupon après l'avoir rempli.

DSH

A Dominion Securities Harris Limitée
Suite 109, 500 Est Grande-Allée, Québec, Québec G1R 2J7
(418) 529-3393

Veuillez me faire parvenir un prospectus préliminaire pour l'emission de la CDC.

Nom: _____ (en lettres moulées)

Adresse: _____ rue

D _____ ville province code